HÉLÈNE CARRÈRE D'ENCAUSSE

Uniformité et diversité : les voies de développement d'une communauté socialiste

Le système communiste — entendu ici comme système des *Etats* communistes —, qui fut jusqu'en 1945 limité à la seule URSS, s'est depuis lors considérablement étendu et recouvre désormais quatre sous-systèmes, reflets d'une histoire mouvementée.

— Le *système socialiste mondial* comprend tous les Etats qui se réclament du marxisme-léninisme indépendamment des relations qu'ils entretiennent entre eux.

— La *communauté socialiste*, produit de ruptures multiples au sein du système socialiste mondial, est plus difficile à définir aujourd'hui. S'il faut clairement en exclure la Chine et l'Albanie, le cas de la Yougoslavie appelle un jugement plus nuancé et évolutif. Largement entendue, cette communauté recouvre l'ensemble des pays qui se situent dans la mouvance de l'URSS et l'on pourrait même y inclure l'Afghanistan. Mais dans une acception plus étroite la *communauté socialiste* comprend seulement les pays membres du pacte de Varsovie et du Comecon (1).

— Le *pacte de Varsovie*, né en 1955, inclut tous les pays de l'Est européen, à l'exception de la Yougoslavie qui n'y a jamais adhéré et de l'Albanie qui s'en est retirée en 1968.

— Le *Comecon* enfin, dont — exception faite de l'Albanie encore (retrait en 1968) — tous les Etats de l'Est européen font partie, même la Yougoslavie qui y a depuis 1974 un statut d'association. Mais dans cette instance l'on trouve aussi des Etats étrangers à la région, comme

(1) C'est le sens de l'article 30 (chap. IV) de la Constitution soviétique de 1977 qui définit les relations de l'URSS avec l'environnement communiste.

la Mongolie, Cuba, le Vietnam, et elle est de manière toujours plus large le lieu d'accueil des Etats du Tiers Monde qui se réclament du système.

Ce monde complexe du communisme a continûment évolué depuis 1945 dans deux directions opposées : extension spatiale et diversification ; uniformisation et volontés proclamées de différence ; conservatisme et aspiration au changement. Ces deux logiques contraires sont à l'œuvre dans l'ensemble du système ; nulle part, eependant, elles ne sont aussi liées à son histoire que dans l'ensemble géographico-politique de l'Est européen, largement entendu, c'est-à-dire incluant l'URSS. Dans cet espaee, oeeupé par les Etats du *socialisme réel*, le clivage de tendanees est tout à la fois géographique et national. Tous les Etats où l'URSS a, à la fin des années quarante, importé le communisme revendiquent le droit au changement et s'efforcent d'adapter le système à leurs traditions culturelles et à leurs eonditions sociales et économiques spécifiques. A ces revendications l'URSS répond par un programme continu d'intégration. Et l'opposition de ces deux volontés contraires a créé ici depuis un quart de siècle une situation instable où alternent crises larvées et confrontations brutales. La survie du système à travers des épreuves multipliées mérite examen. Quels sont les éléments qui en assurent le maintien ? Sont-ils seulement extérieurs, liés à la puissance soviétique et à sa capacité d'intervention ? Ou plus profondément implantés dans chaque Etat, permettant à chaque fois de trouver de nouveaux compromis ? Quelle direction ces conflits impriment-ils à cette communauté instable et troublée, la crise permanente ? la rupture ? ou un équilibre progressif ?

La communauté socialiste, au sens récent du terme, est née de la seconde guerre mondiale. Auparavant, les dirigeants soviétiques, tout en affirmant leur confiance dans l'expansion de la révolution, dénonçaient l'idée de l'exporter eux-mêmes et d'étendre ailleurs un modèle uniforme, le leur. « L'exportation de la révolution est une absurdité », avait dit Staline à Roy Howard en 1936 (2), faisant ainsi écho à Lénine pour qui « chaque nation conservera son caractère propre dans telle ou telle variété de... la dictature du prolétariat, dans tel ou tel rythme de la transformation socialiste des différents aspects de sa vie sociale. Rien n'est plus misérable sur le plan théorique, ni plus ridicule sur le plan pratique que de présenter l'avenir sous une couleur uniformément grise » (3).

(2) *Pravda*, 5 mars 1936.
(3) *Socinoniia*, 4e éd., t. XXIII, p. 58.

Comment, de ce refus du « modèle exporté », l'URSS en est-elle venue à son exportation systématique ? Et pourquoi ? Il est juste de souligner qu'avant 1945, en dépit des protestations de Staline, deux précédents éclairent la conception soviétique réelle de l'extension de la révolution. Au début des années vingt, la Mongolic n'est nullement un terrain révolutionnaire. Conquise par l'Armée Rouge, elle se voit cependant imposer des structures politiques, et un modèle économique imité de l'URSS. Il en va de même en 1940 pour les Etats Baltes, même si l'invasion allemande arrête rapidement la soviétisation commencée. Mais en 1945, dans l'Est européen, le problème concerne des pays qui ont eu dans l'entre-deux-guerre des structures politiques solides, qui ont une vieille tradition nationale, et dont le statut futur reste en principe ouvert. Ils ne sont pas « reconquis », comme les Etats Baltes, mais libérés des armées allemandes ; et si l'effondrement de l'ordre politique antérieur laisse place à un changement social, celui-ci n'hypothèque pas, en principe, leur avenir politique. Plus encore, partout — sauf en Yougoslavie et Albanie — les partis communistes sont faibles. Le débat entre les Alliés, à Yalta notamment, porte sur l'avenir interne de ces pays, mais de fait c'est leur rôle international qui est en jeu. Et eette double perspective rend compte du compromis contradictoire élaboré à Yalta. Pour Staline, l'URSS veut avoir à ses frontières des *gouvernements amis*. Pour Roosevelt, si cette exigence défensive est acceptable, elle se prolonge dans l'idée plus large d'un avenir réglé par des *élections libres*. Derrière ces formules c'est la fonction du *glacis* est-européen qui est ambiguë. Même s'il doit, par définition, garantir les besoins de sécurité de l'URSS, il est pour Roosevelt destiné à être une zone-tampon isolant l'URSS, freinant ses volontés d'avancée. Pour Staline, la fonction défensive du glacis n'exclut pas sa transformation éventuelle en base d'une expansion révolutionnaire ultérieure. Ce qui est par contre exclu pour lui, c'est que les élections libres remettent en cause l'orientation pro-soviétique des gouvernements, et rendent précaire la zone d'influence acquise. D'emblée donc, on voit combien sont irréconciliables les deux propositions jumelles du compromis de Yalta. L'insistanee occidentale sur les élections libres, où Staline voit le désir de remettre en question, aussitôt que possible, les effets de la présence militaire soviétique dans l'Est européen, ne pouvait que le pousser à assurer l'irréversibilité de la situation que ses succès militaires avaient créée. A une première phase d'instauration des démocraties populaires où les communistes, faibles partout, prennent le contrôle des fonctions stratégiques dans des gouvernements de coalition et tentent d'élargir leur base populaire succède la phase de

soviétisation totale caractérisée par la suppression de toute opposition et l'imitation absolue du modèle socio-économique de l'URSS. Si dans les premiers temps, jusqu'en 1948, la diversité subsiste, tenant compte des situations nationales, dans le second temps, l'uniformisation des systèmes politiques est totale. Elle passe par l'élimination systématique de tous les cadres soupçonnés de maintenir une voie « nationale » (le Bulgare Kostov est ainsi accusé de vouloir opposer les intérêts de l'URSS et ceux de la Bulgarie) ; la stratégie du développement imposée par Staline à l'URSS est transplantée sans nuances dans des pays dont les conditions diffèrent radicalement de celles de l'URSS dans les années trente, ce qui condamnait d'emblée les plans ainsi élaborés à l'échec. En 1948, Dimitrov assurait encore que le « système soviétique et le système de démocratie populaire sont deux formes d'un pouvoir de nature identique », mais, lorsqu'il l'affirme, les deux formes sont déjà en voie d'unification.

L'évolution interne de l'Est européen appelle une remarque. Elle a trait à la *durée*. Le modèle soviétique a été imposé aux pays de cette région sous sa forme la plus concentrée et achevée en l'espace de six années seulement. Cette exportation brutale d'une expérience élaborée en URSS en deux décennies, dans des conditions particulières, témoigne de la prétention soviétique à la validité universelle du *modèle* et à sa nécessité. En l'exportant pratiquement sans modification dans des pays dont les conditions politiques et sociales, le niveau de développement, les cultures nationales ne sont en rien comparables à ceux de l'URSS, en les imposant par la force dans un environnement international nouveau — le communisme s'étend en Europe mais aussi en Asie —, Staline souligne que le modèle soviétique, compris jusqu'alors comme le produit d'une histoire et de conditions particulières, est en fait *le modèle* socialiste par excellence auquel on ne peut concevoir d'altérations. Dès le début des années cinquante, l'expérience de l'Est européen témoigne que pour les dirigeants soviétiques la structure soviétique — un Etat-parti détenant le monopole du pouvoir et de l'organisation sociale — se confond avec le communisme, et est nécessaire pour le définir.

La soumission aux intérêts généraux définis par l'URSS a été à la fois le point de départ — le Plan Marshall accepté puis refusé sous la pression soviétique en Tchécoslovaquie en témoigne — et la caractéristique de la satellisation de l'Est européen. Cette satellisation comporte pourtant un point faible. Elle a laissé intacte l'indépendance formelle des Etats, que les conditions de l'après-guerre interdisaient de supprimer. Dirigés par des partis communistes totalement inféodés à l'URSS et invoquant en permanence la nécessité d'adhérer

en tout au modèle soviétique, les démocraties populaires ont eu jusqu'en 1953 un statut qui ne différait guère, dans la réalité, de celui des républiques nationales incorporées à l'URSS. Pourtant, la persistance de la souveraineté étatique, même si elle n'a été que de pure forme, allait avoir, dès la mort de Staline, des conséquences considérables. Le maintien d'Etats indépendants, présentés comme cadres de la vie nationale et de ses progrès, allait rendre possible le développement de communismes nationaux, c'est-à-dire la revendication à inventer des modèles inspirés davantage des conditions propres à chaque pays que du modèle soviétique. Dès 1948 la Yougoslavie s'engage dans cette voie. Si dans cette période Staline est en mesure d'imposer l'idée que toute distance prise avec le modèle soviétique équivaut à un abandon du socialisme — l'expulsion de la Yougoslavie du Kominform traduit cette interprétation — aussitôt Staline disparu, le modèle monolithique va subir des assauts répétés qui contraindront l'URSS à le réviser. Il n'est pas accidentel que les premières crises importantes du système — Berlin, puis Poznan et Budapest — aient éclaté dans l'Est européen, là où la conformité aux conditions soviétiques, politique ou économique, était la plus douteuse.

Si les années 1946-1953 avaient conduit à une uniformisation sans nuance des systèmes politiques, les années 1956-1968 vont être marquées par un retour à la diversité de la période initiale, qu'imposeront les crises successives de l'Est européen, un environnement international transformé, et l'évolution même de l'URSS, en quête d'une adaptation de son propre modèle à des conditions nouvelles.

La désagrégation du monolithe stalinien après 1953 tient à des causes multiples, où l'évolution propre de l'URSS — succession, tournant du XX^{e} Congrès — se produit sur un fond de crises internes à l'Est européen qui sont dès 1953 très apparentes. L'hétérogénéité des conditions sous-tendant des systèmes politiques et économiques uniformes a créé des tensions constantes. Le modèle soviétique est toujours perçu comme une forme de domination étrangère à la fois parce que les racines nationales du socialisme étaient trop fragiles, sinon inexistantes, et que l'orientation de l'Est européen vers l'Europe occidentale a dans l'ensemble été plus forte, avant 1945, que vers la Russie ; qu'aussi la tradition démocratique, même fragile, y était plus grande qu'en Russie. Cette culture politique passée, brutalement anéantie entre 1945 et 1953, n'a pu être totalement oubliée. Le temps a manqué pour accorder les institutions et la conscience sociale encore sensible à l'écart entre idéologie et réalité. Enfin, le modèle de développement stalinien, même s'il a modifié

profondément les structures de l'économie, n'a pas produit de résultats aussi patents qu'en URSS dans les années trente, car il s'appliquait à des économies relativement développées, particulièrement en Allemagne, Tchécoslovaquie, Hongrie et Pologne. Ces faiblesses du modèle soviétique ont été particulièrement ressenties à l'heure où l'URSS elle-même tendait à en mettre en question certains aspects chez elle, et ont entraîné en 1956 son rejet total en Hongrie (4), et à un degré moindre, ou tout au moins plus contrôlé, en Pologne.

Les aménagements apportés au système entre 1956 et 1968 s'inspirent pour l'URSS d'une double volonté. Sauver le système, le rendre *viable* à l'intérieur de chaque pays ; mais aussi, en dépit de concessions internes à la viabilité, maintenir la cohésion d'une communauté socialiste dans l'cspace Est européen. En d'autres termes, fonder le socialisme sur le consensus et non plus sur la force pour le préserver. Cette préoccupation est à l'origine du compromis élaboré avec la Yougoslavie à Belgrade en mai 1955 (5), et des changements apportés au fonctionnement interne du système dans divers pays et d'abord en Pologne et en Hongrie. La reconnaissanee de *voies nationales* vers le socialisme (6), de l'indépendance interne des pays du socialisme (7), a été accompagnée d'abord partout par le retrait spectaculaire des conseillers soviétiques. Au-delà de cette mesure dont l'effet psychologique est loin d'être négligeable, le cas de la Pologne illustre dès 1956 la capacité d'innovation des nouveaux dirigeants de l'URSS. La décollectivisation de l'agriculture, la réintroduction progressive de l'Eglise catholique dans le champ social ont façonné un *modèle* polonais qui n'a cessé, jusqu'en 1970, de s'écarter du modèle soviétique en élargissant ses spécificités. En Hongrie, la « voie nationale » est essentiellement centrée sur le progrès économique, partant elle s'inscrit dans le cadre des principes qui guident l'économie et c'est par là seulement qu'elle s'écarte du modèle proposé à Moscou. Au-delà de ces pays dont l'évolution doit beaucoup aux explosions de 1956, l'innovation s'étend à la Roumanie, où elle prend l'allure d'une contestation systématique de la conception soviétique de « zone commune d'intérêts ». La Roumanie conteste à la fois la communauté des intérêts économiques, et partant le projet de division du travail, et la notion des intérêts communs en politique inter-

(4) Sur l'insurrection hongroise cf. l'excellente mise au point récente de F. FEJTO, *Budapest, l'insurrection*, Bruxelles, 1980, 191 p., et son ouvrage plus ancien, *Budapest, 1956. La révolution hongroise*, Archives, Juillard, 1966.

(5) *Pravda*, 4, 18 et 27 mai, 1955 et 16 juillet 1955.

(6) *Pravda*, 16 juillet 1955.

(7) *Izvestia*, 3 juin 1955.

nationale, allant jusqu'à adopter des positions indépendantes en 1967, dans la guerre des Six jours. Cette progression dans la voie du communisme national culmine en 1968 en Tchécoslovaquie, où le mouvement incarné par Dubček débouche sur l'affirmation explicite qu'il existe un modèle alternatif de socialisme, celui qui a un *visage humain*. L'intervention armée des forces du pacte de Varsovie le 21 août conduit à s'interroger sur le sens de cette évolution générale, et sur les limites qu'elle ne peut franchir.

Les développements des années 56-58 ont consacré plusieurs tendances. Une voie nationale économique, celle que suit avec constance la Hongrie qui a, sans aucun doute, réalisé l'objectif initial de rendre le système viable — tout au moins durant un quart de siècle. Ce modèle national n'a jamais été mis en question par l'URSS, mais il s'inscrit dans des limites très précises : il ne concerne que l'espace économique. Les institutions politiques de la Hongrie n'ont pas dévié du modèle initial, le parti unique est le maître-d'œuvre du changement et contrôle les mécanismes économiques dont il a admis les altérations. Le socialisme de marché reste une solution économique qui ne déborde pas sur le domaine politique. Le rôle du parti dans la décision et la fidélité à la communauté socialiste sont les deux piliers du système hongrois ; ils sont garants que le système économique ne peut dériver. La *voie polonaise* a tout au contraire fait une place plus grande aux spécificités de la culture nationale, c'est-à-dire au compromis avec l'Eglise, garant traditionnel de la nation qui, progressivement, tend à devenir son représentant. Le monopole du parti à la représentation sociale était ainsi nié d'emblée, et ceci annonce la montée de forces différentes de représentation — ouvriers inorganisés de 1970, intellectuels du milieu des années soixante-dix, organisation ouvrière structurée de 1980 — génératrice des crises qui ébranleront chaque fois plus profondément le système polonais. A ces tendances internes, il faut ajouter l'ouverture croissante des pays de l'Est européen vers l'Europe de l'Ouest, qui se fait dans le domaine de l'économie surtout, et que rend possible la politique de coexistence pacifique pratiquée par Khrouchtchev et ses successeurs. Il est vrai que cette ouverture à l'Ouest, qui s'effectue en ordre dispersé, s'accompagne d'une activité internationale commune, dont l'URSS est le pivot, et qui se manifeste dans les instances internationales, dans le commerce et dans l'assistance au Tiers Monde, essentiellement militaire et culturelle.

Acceptant certaines altérations — même limitées — du modèle initial, l'URSS cherche alors à compenser la diversification croissante de son environnement, par la définition d'un camp socialiste souple,

uni par des institutions communes (pacte de Varsovie et Comecon), par des projets d'intégration à long terme (division socialiste du travail) et par une politique extérieure commune. En dépit de ces efforts pour assurer sans ruptures l'évolution du système à l'intérieur de chaque Etat du Bloc — évolution où la voie nationale tend à donner une légitimité nouvelle au socialisme, partant à la réconcilier avec la nation —, le prix de la diversité rétablie s'impose à la fin des années soixante. Le Printemps de Prague oppose au modèle soviétique un nouveau modèle. L'unité socialiste de l'Est européen est mise en question par des politiques dispersées, par l'attraction de l'Occident, par la dissidence ouverte de la Roumanie. Enfin il n'y a plus de mouvement communiste international, parce que la Chine oppose à l'URSS un nouveau modèle et un nouveau centre de la révolution. Du monolithe stalinien ne subsiste plus que la domination soviétique sur les pays de l'Est européen, mais le système communiste est ébranlé dans chacune de ses composantes. La crise tchécoslovaque de 1968, si elle constitue le point de rupture de la diversification commencée au milieu des années cinquante, n'est donc pas l'unique cause du renversement de la vision soviétiquc ; elle lui sert cependant de révélateur. Elle se déroule, de surcroît, sur la toile de fond de changements profonds en Europe. L'Ostpolitik allemande, engagée par le chancelier Ehrard en 1965-66 et poursuivie par ses successeurs, tend à recréer une Europe du centre qui puisse dépasser ses différences idéologiques et affaiblir la dépendance de l'Est européen à l'égard de l'URSS. Dans ce contexte, le *socialisme à visage humain* tchécoslovaque peut déboucher tout à la fois sur un changement de système et sur la sortie du Bloc soviétique. L'invasion de la Tchécoslovaquie a été une réponse à l'ensemble des problèmes nés de l'évolution post-stalinienne. Sans doute, immédiatement, elle restaurait le système socialiste dans la seule variante admise par l'URSS et sauvait l'intégrité du camp socialiste. La notion d'une souveraineté limitée par les intérêts supérieurs du maintien du socialisme (8) dessinait les contours d'une communauté socialiste unie par un système politique commun, et formant un bloc homogène face au monde extérieur.

Mais, au-delà de cet impératif immédiat de protection du système politique imposé par l'URSS et de la position soviétique prééminente dans le Bloc, deux préoccupations à long terme sous-tendent l'opération militaire de 1968 : l'une stratégique, l'autre idéologique et politique.

(8) Cette notion n'a jamais été clairement formulée avant août 1968. Elle apparaît en revanche à travers le communiqué de la Conférence de Bratislava, *Kommunist*, 12 août 1968, p. 15620.

L'impératif stratégique détermine le poids de l'URSS dans le monde. Si au début des années cinquante l'URSS est le centre d'un monde communiste qui va de l'Europe de l'Est à l'Asie, dans les années soixante elle n'est plus que le chef de file de l'Est européen. L'érosion de ses positions européennes lui est inacceptable, particulièrement dans la période de coexistence avec le monde occidental qui implique non la réconciliation, mais une compétition où les positions de force sont essentielles (9). L'Est européen ne peut être un *pont* entre l'Est et l'Ouest sans affaiblir l'URSS. Staline avait opposé à sa transformation en zone-tampon la satellisation à outrance. Les successeurs de Khrouchtchev pour qui le *pont* est une autre variante de la zone-tampon vont lui opposer la reconstruction du Camp, par l'intégration socialiste.

Aux raisons stratégiques s'ajoutent, pour le moins aussi décisives, les raisons idéologiques. La transformation de l'Est européen en 1947-1948 et la domination soviétique étaient justifiées alors par l'affirmation, invérifiable, de la perfection du modèle soviétique. Mais la déstalinisation et la critique chinoise ont ruiné cette prétention. L'URSS a admis — même si depuis 1961 cet aveu s'assortit de nombreux retours en arrière — que le modèle imposé en 1947 était vicié par le « culte de la personnalité », et lourd de tragédies. Pour reconstruire une communauté des pays socialistes autour de l'URSS il fallait à la fois définir les contours acceptables d'un modèle idéologique et révolutionnaire, et les contours du système socialiste où ce modèle pouvait être appliqué. Parce que le modèle initial était vite devenu synonyme de la domination de l'Etat soviétique sur d'autres Etats, il importait aussi pour le ranimer d'en atténuer les aspects étatiques, qui accentuent les oppositions et les divisions d'intérêts. Les Etats de l'Est européen, dès lors que la contestation a pu s'instaurer, ont refusé d'être de simples prolongements de l'URSS.

La politique d'*intégration socialiste* mise en œuvre au début des années soixante-dix, dans la troisième phase de l'histoire du communisme institutionnel, constitue la réponse aux problèmes ouverts par la déstalinisation. L'intégration cherche à allier les objectifs des deux périodes initiales : donner une portée universelle à l'expérience soviétique, la rendre viable. Dès le lendemain de la suppression brutale du Printemps de Prague, la réflexion s'engage sur la nature des relations intersocialistes et sur la définition de l'espace où elles s'appliquent. Si le mode de justification de l'invasion de la Tchéco-

(9) *Izvestia*, 16 mai 1968.

slovaquie est toujours resté flou (10), les fondements de l'intégration sont très tôt définis et fondés (11). En 1969 la Conférence des Partis communistes et ouvriers qui se tient à Moscou débat des relations entre Etats socialistes, et ouvre la voie à une géographie nouvelle du système, séparant nettement l'espace mondial du communisme aux solidarités différentes de l'espace d'une nouvelle *communauté* vouée à l'intégration. La notion d'une *communauté socialiste* (12), étape supérieure, parce que résultant de changements qualitatifs et organisés du monde communiste, repose sur deux idées. Tout d'abord sur l'égalisation rapide des niveaux de développement à l'intérieur de la communauté. Ensuite, sur l'intégration dans quatre domaines : politique, économique, culturel et international.

L'intégration politique bénéficie de structures et de canaux multiples qui n'ont cessé de s'étendre dans les années soixante-dix, et qui dès lors impliquent l'uniformité des institutions. Les liens bilatéraux et multilatéraux entre PC au pouvoir sont renforcés, depuis 1969, et plus clairement organisés. Bilatéraux, ils passent par les rencontres annuelles des dirigeants des partis de l'Est européen avec la direction du PCUS. Les rencontres estivales en Crimée font désormais partie intégrante de la pratique « communautaire » de l'Est européen. Depuis 1972, des conférences annuelles réunissent aussi les responsables des partis au pouvoir, assurant la discussion systématique des procédures d'intégration politique (13). Les rencontres bilatérales et multilatérales des responsables sont enfin renforcées par des rencontres ponctuelles de responsables de secteurs particuliers des PC, prévues pour assurer la coordination d'activités spécifiques.

L'intégration inter-étatique se poursuit au même rythme que celle des partis. Elle concerne d'abord la structure même des systèmes politiques et témoigne que la place dévolue au parti, dans ces systèmes, n'est pas tenue pour suffisante à assurer la cohésion et la stabilité. Depuis le milieu des années soixante-dix tous les Etats socialistes de l'Est européen se sont engagés dans un processus de révision constitutionnelle. Curieusement, l'URSS a été la dernière à se doter d'une nouvelle constitution, comme pour souligner l'indépendance des démarches nationales. Mais à lire le texte des constitu-

(10) *Pravda*, 23 décembre 1969.
(11) *Sovetskaia Rossiia*, 29 janvier 1970, ou *Krasnaia Zvezda*, 2 janvier 1970.
(12) Rapport Brejnev au XXIVe Congrès, *Pravda*, 31 mars 1971 et 2 avril 1971.
(13) *Natsional'nye otnocheniia v razvitom sotsialistitcheskom obchtchestve*, Moscou, 1977, p. 19.

tions des divers pays de l'Est européen c'est l'uniformité qui s'impose à l'observation. Uniformité des institutions ; uniformité des politiques ; acceptation de deux niveaux de souveraineté, celui de l'Etat (c'est-à-dire du domaine particulier) et celui de l'idéologie (c'est-à-dire du domaine commun). La place faite aux partis communistes dans toutes les constitutions sert d'articulation aux deux niveaux de souveraineté, et définit une communauté idéologico-politique qu'unit l'internationalisme socialiste. De là, découle l'adhésion à une politique étrangère commune. Ainsi, la constitution hongroise de 1972 affirme que le parti marxiste-léniniste est la force dirigeante de la société ; formule que l'on retrouve sans nuance dès les premiers articles de la nouvelle constitution soviétique (14). La constitution de la RDA adoptée en 1974, comme les statuts et le programme du PC adoptés au IX^e^ Congrès en 1976 consacrent le même alignement sur la pratique soviétique. La constitution bulgare de 1971, les amendements à la Constitution roumaine de 1976 qui concentrent les pouvoirs de l'Etat aux mains du chef du parti ne peuvent que renforcer la parenté des systèmes politiques. Seule, la Pologne témoigne des difficultés de l'intégration étatique. Les conflits politiques internes qui se situaient au début de la décennie sur le terrain des relations sociales — l'explosion de 1970 en témoigne — se déplacent en 1975 sur le terrain de la réforme constitutionnelle et mobilisent les élites contre des amendements perçus comme signe d'alignement excessif sur l'URSS et sur ses exigences. Le conflit constitutionnel tire alors son ampleur des spécificitités polonaises. L'Eglise, qui a confirmé en 1970 sa place dans la société, prend position contre les amendements. Si en 1970 elle avait contribué à l'apaisement interne, en 1976 l'opposition du cardinal Wysczynski à la révision de la Constitution isole le pouvoir et témoigne, pour la première fois aussi nettement, qu'il lui refuse le monopole de la vie politique.

L'intégration par l'uniformisation des institutions politiques internes s'accompagne d'une intégration par l'intermédiaire des institutions communes, militaires et économiques. Le pacte de Varsovie qui, avant 1968, servait surtout de paravent à la présence des troupes soviétiques dans l'Est européen devient, au début des années soixante-dix, une véritable institution commune dont le rôle est politique tout autant que militaire. Par-delà la souveraineté formelle des Etats toujours réaffirmée solennellement, le pacte de Varsovie incarne la garantie commune donnée à l'intégrité des sys-

(14) Cf. les articles 3 sur le *centralisme démocratique* comme principe fondamental de l'organisation de l'Etat — et l'article 6 — Constitution soviétique de 1977.

tèmes politiques, et la solidarité socialiste ou *internationalisme socialiste*. Il fournit aussi des instances de coordination politiques — Comité Politique Consultatif, Conférence des ministres des Affaires étrangères — qui témoignent si besoin était que le pacte de Varsovie n'a pas seulement une logique militaire mais qu'il assure la protection d'un système politique et d'un projet commun. Le pacte de Varsovie est, de surcroît, faut-il le rappeler, complété par des traités bilatéraux reconduits au cours des années soixante-dix, et qui répètent les prévisions intégratrices du pacte et des structures de coordination d'Etat à Etat. Ce réseau complexe d'institutions communes qui s'est constamment renforcé après la crise tchécoslovaque a enfin un volet économique, le Comecon, qui lui aussi était très lâche avant 1968, mais qui, désormais, s'approfondit. Institutionnellement tout d'abord, puisque le plan complexe d'intégration du Comecon élaboré en 1971 (15), complété par les mesures d'intégration économique de 1975 (16), bénéficie désormais de la réorientation vers l'URSS des économies socialistes que la crise occidentale leur impose (17). Si l'économie soviétique dont le XI^e^ Plan quinquennal reflète les piétinements et les faiblesses ne peut qu'être freinée davantage encore par le poids que représentent ces échanges avec l'Est européen, il est clair que la coopération économique croissante au sein de la communauté socialiste est — par la dépendance qu'elle crée — un élément décisif de l'intégration politique. Ainsi la « normalisation » polonaise au début de 1982 impose-t-elle à l'URSS, pour éviter l'explosion, de contribuer au redressement de l'économie polonaise, s'il est encore réalisable.

Plus discrètes enfin, parce que moins liées à des institutions étatiques, les procédures d'intégration culturelles constituent, elles aussi, une partie non négligeable de la mise sur pied d'une communauté socialiste viable. L'entraînement commun des cadres militaires et de sécurité est une vieille pratique. Mais, depuis le début de la dernière décennie, l'URSS s'efforce aussi de convaincre ses partenaires de la nécessité de mettre sur pied un vrai marché commun de la culture en unifiant les systèmes éducatifs et en organisant une spécialisation dans la formation des élites (18). Si ces propositions restent pour l'instant du domaine de l'avenir, deux facteurs peuvent leur donner une certaine consistance. La spécialisation au sein du

(15) Cf. présentation du plan par M. LAVIGNE, *Le Comecon*, Paris, 389 p.
(16) *Pravda*, 9 juillet 1975.
(17) Le XI^e^ Plan approuvé par le XXVI^e^ Congrès et le rapport Brejnev, *Pravda*, 23-24 février 1981.
(18) *Izvestia*, 22 août 1975.

Comecon qui affecte à chaque pays des institutions et des tâches particulières peut pousser à la formation d'élites spécialisées. L'association croissante de certains pays de l'Est européen à la politique étrangère de l'Union soviétique dans le Tiers Monde — RDA notamment — peut leur être un encouragement aussi à accepter des tâches spécifiques et, par conséquent, à former des élites qui y soient adaptées.

Les années soixante-dix — ponctuées par les crises polonaises, la tentation de l'eurocommunisme, c'est-à-dire de la diversité, et la dégradation croissante des économies socialistes — éclairent les lignes générales de l'évolution du monde communiste. Malgré les changements dans l'environnement international — où la Détente a fait place à la tension —, malgré la crise majeure ouverte par la Pologne en 1980, la *communauté socialiste* existe, et paraît être désormais un élément stable du paysage politique socialiste. Sa stabilité — qui n'exclut pas la crise, mais le développement de la crise polonaise a montré la capacité de récupération du système —, elle la doit, sans aucun doute, au développement continu d'un système institutionnel uniformisé, et des structures d'intégration. La communauté tend à prendre le pas sur les Etats, et laisse peu de place aux expérimentations internes. Au sein de cette communauté, dans le cadre rigide d'institutions identiques d'un bout à l'autre de l'espace socialiste européen et d'instruments de coordination qui multiplient les échanges et les solidarités, la place faite aux spécificités nationales a été clairement précisée. L'économie est la voie royale pour le communisme national ; c'est celle qui donne les résultats les plus probants, et les moins périlleux dans leurs conséquences et contribue à satisfaire la sensibilité populaire.

Les conceptions « nationales » dans le domaine politique, en revanche, se sont révélées intolérables, car elles n'ont eu jusqu'ici qu'un débouché, une tentative de retour au pluralisme qui implique l'effondrement du système. C'est cette connaissance intime de la logique du système communiste, développée par la crise des années 1955-1968, qui a guidé l'action soviétique depuis lors, et façonné la communauté socialiste en tant que cadre politique et institutionnel. C'est aussi cette connaissance qui, d'emblée, condamnait aux yeux des dirigeants soviétiques l'expérience polonaise de 1980, parce que précisément cette expérience se situait en dehors du système qui fonde la communauté socialiste et repose sur l'intégration par l'uniformité.

Le système socialiste, depuis qu'il est sorti du cadre d'un seul pays, est passé par trois phases distinctes. Dans ses débuts, l'URSS a disposé tout à la fois de la force militaire et du prestige d'un *modèle* encore incontesté, pour imposer son expérience et son autorité à l'ensemble du système mondial dont elle était le centre. Sans doute, en 1948, Tito avait-il jeté le doute sur cette prétention à l'exemplarité et à l'hégémonie, mais son rejet du Camp avait permis de résoudre cette première crise. La mort de Staline ouvrit la voie à la recherche de solutions rationnelles, où l'URSS s'efforça de réconcilier le système socialiste et les aspirations particulières des Etats et des nations. Cette quête de systèmes viables, fondés sur la découverte spontanée d'intérêts communs, disloqua le monde socialiste et conduisit certains régimes aux frontières de l'effondrement. C'est pourquoi l'URSS en vint à se replier sur l'espace où son autorité est inévitable, sinon incontestée et où ses intérêts stratégiques rejoignent ses intérêts idéologiques ; elle entreprit dans cet espace d'édifier un nouveau modèle. Car c'est là, en définitive, le sens réel de la *communauté socialiste*. Elle est la projection, à l'échelle de plusieurs pays, du modèle soviétique ; elle est aussi sa légitimation, car elle témoigne que le messianisme soviétique a un contenu concret, elle offre, enfin à l'URSS, les moyens d'affirmer, dans un système communiste disloqué, la cohérence d'un sous-système qui s'identifie au *centre légitime*, au lieu le plus développé du système socialiste mondial.

Hélène CARRÈRE D'ENCAUSSE. — **Uniformity and diversity.**

Since end of the World War II, the history of relationships between Eastern Countries has been characterized by the dilemma between the claims for acknowledgement of national traditions and features, and the USSR will of integration.

RÉSUMÉ. — *Depuis la seconde guerre mondiale l'histoire des relations entre les pays de l'Est est dominée par le conflit entre une revendication de la reconnaissance de traditions et de spécificités nationales et la volonté d'intégration de l'URSS.*